Parti Révolutionnaire
www.sitecommunistes.org
Communistes

27 Boulevard Saint Martin – 75003 PARIS
Site : http://www.sitecommunistes.org
Hebdo : hebdo@sitecommunistes.org
Courriel : communistes@sitecommunistes.org
https://x.com/PRCommunistes

23/10/2025

Contre Lecornu, Macron, le patronat et ceux qui soutiennent le budget pas d'autres choix pour les travailleurs, les retraités, la jeunesse que de tout bloquer !

Le budget proposé au Parlement est une attaque d'envergure contre tous les travailleurs. Ceux de la fonction publique verront de nouveau le gel de leur salaire. Les apprentis payeront des cotisations sociales sur leur maigre salaire. Les allocations des travailleurs invalides, les prestations sociales des personnes au RSA ou l'allocation adulte handicapé seront gelées. Les pensions des retraités seront bloquées et ce sera la fin de l'abattement fiscal de 10 %. Les malades contribueront pour 7 milliards d'euros : doublement et extension des franchises médicales pouvant s'élever à 350 euros par an. Ceux atteints d'une affection de longue durée devront payer des impôts sur leurs indemnités journalières. Il y aura des nouvelles coupes budgétaires drastiques dans les hôpitaux, la recherche, l'éducation nationale, la culture... Le gouvernement prévoit de reporter à 18 ans la majoration de l'allocation familiale au lieu de 14 ans aujourd'hui : 75 euros par enfant seront volés aux familles. Des attaques ne nécessitant pas d'être votées, peuvent être imposées par simple décret ou ordonnances. Gel des barèmes de l'impôt sur le revenu et la CSG, les ménages devront payer d'avantage d'impôts pour 2,2 milliards…etc… Chaque jour révèle un nouveau coup porté. (lien résumé éco)

Lecornu ne prépare pas un budget *« pour la France »*, mais pour les intérêts de la grande bourgeoisie monopoliste et des multinationales capitalistes. Ce budget continue d'assurer le transfert de milliards d'argent public vers leurs coffres forts. Pas touche aux 270 milliards d'euros d'*« aides publiques aux entreprises »* allant directement dans les poches des actionnaires. Pas touche au budget de la Défense! Ce budget de la guerre a doublé en 10 ans : de 32 milliards en 2017 à 64 milliards prévus en 2027, avec pour objectif d'atteindre, à terme, 5 % du PIB, soit 150 milliards d'euros par an. La « charge » de la dette (le paiement des seuls intérêts) s'élèvera à plus de 66 milliards d'euros en 2025, puis à plus de 75 milliards d'euros en 2026. Les banques s'en mettent plein les poches au bonheur des spéculateurs. A titre de comparaison, le budget global de l'Education nationale en 2025 s'élève à 64,5 milliards d'euros.

La dette de l'État n'est pas celle des travailleurs, c'est celle des capitalistes : à eux de payer !

Après plusieurs semaines de spectacle politicien grotesque, le gouvernement reste finalement en place, sauvé par le Parti Socialiste (PS). Avec en toile de fond leurs mensonges sur la suspension de la réforme des retraites permettant à Lecornu de sauver son gouvernement et son budget de combat contre les classes populaires.

Lecornu, le *"moine soldat"* de Macron, a travaillé à une alliance avec le Parti Socialiste et aussi la CFDT. Sous prétexte d'une « suspension » de la réforme des retraites 2023, osent nous parler d'une *« victoire pour les travailleurs »*. C'est une trahison, la réalité ce n'est une suspension mais un léger décalage d'un an de son calendrier : seule la génération née en 1964 recule de trois mois son départ à la retraite et celle née au 1er trimestre 1965 de 6 mois !

Le capital s'attaque systématiquement et brutalement aux conquêtes sociales arrachées par la lutte. Il y va de la compétitivité du grand capital français et de son profit. Le MEDEF déclarait fin août : *L'heure des choix a sonné. La France est observée par le Monde. Saura-t-elle engager les réformes qui lui permettront de revenir au score. Les Français y sont-ils prêts ? Si les prochaines échéances électorales seront cruciales, peut-on attendre deux ans sans que rien ne bouge ?* Les autres pays en font tout autant, les bourgeoisies française et européenne n'ont pas d'autre option face à ses concurrents sur le marché mondial. Toutes s'attaquent aux salaires, aux dépenses sociales: assurance chômage, assurance maladie, retraites, éducation, Fonction publique en général… etc. C'est le même scénario partout deux exemples:

*La coalition au pouvoir en Allemagne dirigée par les conservateurs et les sociaux-démocrates s'en prend aux travailleurs privés d'emploi, alors même que les industriels de l'automobile et de la chimie ont annoncé

d'importants plans de licenciements ces derniers mois. Le gouvernement allemand a annoncé mercredi 8 octobre une « cascade de sanctions » contre les chômeurs. Ils pourraient se voir retirer jusqu'à 30 % de leur allocation s'ils ratent deux rendez-vous de l'agence de l'emploi, et tout s'ils manquent le troisième ou s'ils refusent une offre d'emploi. Les aides au logement seraient également supprimées.

*En Grèce un mouvement de grève a mobilisé des dizaines de milliers de travailleurs s'opposant au projet du gouvernement de la droite légalisant les journées de 13 heures de travail pour un même patron. C'est une nouvelle étape dans la guerre féroce que le patronat et les gouvernements successifs ont menée contre les travailleurs grecs. Près d'un tiers de la population vit dans la pauvreté, des contrats précaires sont devenus la norme, des salaires sont payés moitié moins de ce qu'ils le sont en France.

Le déclin relatif du capitalisme français est visible sur tous les marchés : mondial, européen et même national face à ses principaux concurrents. Par exemple, les parts de marché des entreprises françaises au niveau mondial sont passées de 5,1 % en 2000 à 2,5 % en 2022, derrière l'Allemagne (6,6 %) et même l'Italie (2,6 %).

La France n'a pas retrouvé les positions qu'elle occupait avant l'épidémie de Covid dans le commerce mondial de biens, observe l'institut proche du patronat : *« Même si la politique de l'offre a soutenu la production ces dernières années, notre position compétitive reste très fragile »*. Propos confirmés par l'évaluation de l'Institut des politiques publiques (IPP) de la réforme fiscale : *la réforme de baisse des impôts de production à hauteur de 10 Md€ par an, introduite lors des PLF 2021 et 2022 dans le cadre du plan de relance n'ont absolument servi à rien.*

Le dérapage des déficits publics est indissociable de la stagnation de l'économie française, de ses déficits commerciaux massifs et systématiques, de l'atonie de ses investissements productifs le capital préférant gaver les actionnaires. Le chiffre d'affaires cumulé des sociétés du CAC 40 a atteint 1.679 milliards d'euros, près de 98 milliards versés aux actionnaires en 2025, l'ensemble de l'investissement des entreprises françaises est en dessous de 100 milliards! Faute d'investissements, la productivité horaire du travail a reculé de 2,4 % par rapport à son niveau de 2019. La croissance de l'économie française s'élèvera aux alentours de 0,6 % en 2025, après 1,2 % en 2024. L'agressivité protectionniste des Etats-Unis et la compétitivité croissante du géant chinois placent le capitalisme français dans une situation de plus en plus compliquée et qu'ils font payer aux travailleurs.

Que le plan d'économies s'appelle Bayrou, Lecornu, Faure, Bardella / Le Pen c'est la même politique qui profitera aux milliardaires et au capital.

Le capital avait l'alternance droite ou gauche afin de faire appliquer sa feuille de route, cette configuration est usée jusqu'à l'os.

Il lui faut une autre solution politique

Comme le dit le patron du MEDEF: *« En Italie, le gouvernement et nos homologues patronaux de la Confindustria marchent main dans la main… on peut conduire de bonnes politiques publiques au profit de tous, avec d'ailleurs ici un gouvernement de droite, et là, un gouvernement de gauche! Et c'est bien une coalition socialistes/conservateurs qui vient aujourd'hui en soutien des entreprises allemandes dans l'intérêt supérieur du pays ».*

Le deal entre le PS et la macronie est un aspect de la reconfiguration politique. Le PS est la bouée de sauvetage d'un système à l'agonie en recomposant un *« centre-gauche responsable »*, avec Glucksmann, Faure, Vallaud et Attal à sa tête. Cette séquence politique a le mérite de clarifier les positions des uns et des autres. Le Parti Socialiste a toujours été la roue de secours du capitalisme et le sera toujours.

Marine Le Pen et Bardella dessinent une future alliance avec des élus extérieurs au parti d'extrême droite pour constituer une majorité absolue à l'Assemblée. L'extrême droite se dit en mesure de faire passer le déficit sous la barre des 3 % du PIB d'ici à cinq ans ! Marine Le Pen déclare: *« Nous voterons contre la taxe Zucman* [...] *pour une raison très simple, c'est qu'elle taxe les biens professionnels »…* « *inefficace, injuste et dangereuse puisqu'elle entraverait le développement de nos entreprises* ». Le Rassemblement national drague le patronat et se range comme toujours du côté des patrons et du MEDEF. Le journaliste Laurent Mauduit *"Enquête sur l'extrême droite et les milieux d'affaires"* met en évidence la bascule du patronat français vers un soutien d'abord caché puis de plus en plus affirmé au mouvement de la droite extrême. Cette ligne idéologique en œuvre chez les Républicains (LR) depuis Sarkozy, s'est prolongée avec Wauquiez et Cioti, ancien président du parti Les Républicains passé au RN. Bruno Retailleau, président du parti, à la tête du ministère de l'intérieur (septembre 2024-octobre 2025) a mis en œuvre le programme du RN et à l'occasion de l'élection législative partielle dans la 1re circonscription du Tarn-et-Garonne, début octobre, il appelait à ne donner *« aucune voix à la gauche »* dans une configuration opposant pourtant une candidate socialiste à un candidat de l'Union des droites pour la République soutenu par le RN, celui-ci est élu avec 52 % des suffrages.

Les dirigeants réformistes du PS aux écologistes en passant par le PCF jusqu'à LFI ou d'extrême droite prétendent pouvoir mener une *« autre politique »* plus *« sociale »*, plus *« progressiste »*, au service des Français, etc. Ils font complètement abstraction des lois du capitalisme et de la concurrence qui ne cesse de s'aiguiser entre les grandes

puissances, sur fond de crise organique du système. Ils n'ont pas la moindre intention de renverser le capitalisme encore moins de mobiliser les travailleurs contre la politique du gouvernement. Ils sont confrontés à un sérieux problème : cette politique de destruction de toutes les conquêtes sociales provoque des mobilisations pouvant s'engager dans la construction d'un combat de classe luttant résolument pour le renversement du capitalisme avec une détermination sans faille à en finir avec l'exploitation de l'homme par l'homme.

Seulement la rue et la grève peuvent permettre :

*de dégager définitivement les plans austéritaires promis pour continuer à financer la militarisation et les milliards de cadeaux au patronat.

*de combattre l'hégémonie économique, idéologique et politique du capital sur la société afin de construire une société dans laquelle les hommes et les femmes salarié(e)s, les jeunes, les retraités cesseront d'être exploités.